

choses ont bien changé en un an et demi. Aujourd'hui, le gouvernement parle de vastes marchés de céréales, parmi les plus grands que le Canada ait connus. Une fois de plus, je demande au gouvernement de faire preuve d'égards envers les cultivateurs et de leur dire ce qui se passe au juste. Cet après-midi, le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler) a prétendu que c'était au LIFT que nous devions toutes ces ventes supplémentaires de céréales, si vraiment il y en a tant que ça. A mon avis, le LIFT n'a rien eu à voir là-dedans. Si nous vendons plus de céréales, c'est à cause de ce qui arrive dans d'autres pays: faibles récoltes, sécheresse, des choses semblables.

A mon sens, le gouvernement a surestimé nos réserves de blé. Il devrait maintenant s'en rendre compte. Il peut remercier les agriculteurs de la collaboration moins que parfaite qu'ils lui ont accordée cette année en ensemençant la moitié de la terre à blé. D'autre part, la récolte a été bonne. Si bien que nous avons assez de grain pour satisfaire la demande extérieure et intérieure. C'est dire que, malgré sa condescendance, dans l'opération LIFT le gouvernement a été drôlement chanceux. Toutefois, je ne crois pas que les agriculteurs de l'Ouest puissent vraiment lui pardonner l'attitude qu'il avait adoptée.

Bien des députés des deux côtés de la Chambre ont sous-estimé la valeur économique réelle de l'agriculture de l'Ouest. Ce n'est pas seulement l'agriculteur de l'Ouest qui souffre, mais encore, notamment en Saskatchewan, toute l'économie. Si on parcourt la Saskatchewan, on voit que tout un mode de vie est menacé. Les petits villages, les petites villes et les grandes sont touchés. Rien d'étonnant, car le revenu agricole, depuis deux ans, a diminué de plus de 50 p. 100. Les gens n'achètent pas autant qu'autrefois, la construction est presque stagnante et les habitants quittent la province.

Avant 1968, par exemple, des villes comme Yorkton, qui compte 14,000 habitants, avaient presque doublé leur population en 10 ou 12 ans. L'an dernier, les gens abandonnaient de tels endroits et la population y a probablement diminué de 400 ou 500 âmes. Voilà l'histoire de nombreuses collectivités de cette dimension en Saskatchewan aujourd'hui. Ce sont essentiellement les jeunes qui partent, à la recherche de possibilités meilleures. Il y a de ces jeunes dans presque toutes les sphères d'activité: ouvriers, professionnels, enseignants, d'autres qui se destinent aux affaires. Ceux qui restent essaient de tenir le coup dans les fermes.

• (5.20 p.m.)

Quelqu'un disait l'autre jour que l'âge moyen des cultivateurs de la Saskatchewan était de 57 ans. C'est probablement le plus avancé en âge des travailleurs de toute industrie. En outre, il semble que ces agriculteurs d'âge avancé qui persistent à cultiver la terre ont le plus souvent des exploitations peu étendues et peu rentables. La Saskatchewan a besoin de planification. Il faut assurer aux cultivateurs des Prairies que leurs récoltes trouveront des débouchés et un prix raisonnable. Les agriculteurs compétents qui ont les réserves voulues pour mener à bien leur exploitation sont nombreux. Il y en a d'autres, nombreux aussi, qui ont le désir et la volonté de réussir dans

l'agriculture, mais à qui une certaine planification officielle et une aide sont nécessaires.

L'autre jour, j'ai posé une ou deux questions au ministre de l'Agriculture (M. Olson) au sujet du sort fait au rapport de la Commission Barber sur les prix des machines agricoles. Des mesures du même ordre que celles qu'a recommandées cette Commission pour faire baisser les prix des machines agricoles sont requises d'urgence. Ces dernières années, tandis que le prix des grains baissait, celui des machines agricoles ainsi que le coût de la vie en général dans la mesure où il atteint les cultivateurs n'ont pas cessé d'augmenter. Voilà la raison de l'agitation qui règne dans l'Ouest du Canada et qui tend à exprimer l'aliénation de cette région. Le gouvernement ne peut ignorer les difficultés que cette région continue à éprouver simplement parce qu'il a pu annoncer des ventes de céréales supplémentaires pour le reste de l'année. Cela est loin de suffire.

Monsieur l'Orateur, un débat sur le discours du trône donne l'occasion d'examiner les affaires canadiennes en général et d'étudier la direction que nous prenons. Il y a deux ans, pendant la campagne électorale, le premier ministre parlait d'édifier une société juste, de réduire les inégalités économiques entre régions, de faire disparaître la pauvreté et, par-dessus tout, d'instaurer une société fondée sur la démocratie de participation. Il me semble que deux ans et demi plus tard, il y a plus de dissension et de malaise que jamais. Nous le voyons chez les jeunes qui s'éloignent de la société pour rejoindre diverses formes de cultures et qui ne s'intéressent plus à rien. On sent cet esprit de contestation chez les gens ordinaires en allant de maison en maison, de ferme en ferme. Ils sont insatisfaits du cours des choses; ils semblent avoir perdu confiance en l'avenir envisagé par le premier ministre et ses amis il y a deux ans. Parmi les fermiers, les travailleurs et les étudiants, on conteste de façon organisée. Les Canadiennes réclament des droits qu'elles devraient déjà posséder et, bien entendu, nous nous heurtons à la forme violente de contestation des membres du FLQ au Québec. La question que nous devons tous nous poser est la suivante: Pourquoi tellement de gens ne sont pas heureux? Pourquoi mettent-ils en cause la société dans laquelle ils vivent? Notre pays est riche, il possède une technologie avancée et toutes les ressources dont nous semblons avoir besoin. Nous avons un gouvernement qui est supposé être libéral et qui est supposé changer des choses. Dans ces circonstances, pourquoi existe-t-il autant de mécontentement?

Monsieur l'Orateur, lorsque nous examinons de près notre économie, nous nous apercevons que nous ne la contrôlons pas réellement, mais que ce contrôle appartient à des intérêts dont les préoccupations principales ne sont pas les nôtres. Nous nous apercevons que 20 p. 100 des Canadiens vivent dans la pauvreté et qu'une autre tranche de 20 p. 100 est à la limite de la pauvreté. Nous voyons que le chômage atteint un taux désaisonnalisé de 6.7 p. 100, le plus élevé depuis des années. Nous nous apercevons que l'air et l'eau qui nous environnent sont pollués à une telle vitesse que, selon certaines autorités, beaucoup d'entre nous ne seront pas encore morts qu'il ne restera plus assez d'oxygène pour respirer. Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles tant de Canadiens sont aujourd'hui malheureux et demandent un changement.